



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
21 juillet 2010
Français
Original: anglais/français

Réunion des États parties

Vingt-neuvième réunion

New York

2 septembre 2010

Élection, en application des articles 28 à 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de neuf membres du Comité des droits de l'homme en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2010

Note du Secrétaire général

1. En application des articles 30, paragraphe 4, et 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la vingt-neuvième réunion des États parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour le vendredi 2 septembre 2010, afin d'élire neuf membres du Comité des droits de l'homme sur une liste de candidats présentés par les États parties (annexe I), en remplacement des membres dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2010 (annexe II). Le nom des neuf autres membres qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2012 figure à l'annexe III.
2. Conformément à l'article 30, paragraphe 2, et à l'article 34 du Pacte, par une note verbale datée du 1^{er} mars 2010, le Secrétaire général a invité les États parties à désigner, conformément à l'article 29 du Pacte, leurs candidats à l'élection de neuf membres du Comité dans un délai de trois mois, c'est-à-dire avant le 1^{er} juin 2010.
3. On trouvera à l'annexe IV le curriculum vitae des personnes dont les candidatures ont été reçues avant la date limite, fixée au 1^{er} juin 2010. Les candidatures reçues après cette date seront présentées dans des additifs au présent document.

Annexe I

Liste des candidats présentés par les États parties

Nom du candidat	Présenté par
M. Ghaleb Saeed Al-Adoofi	Yémen
M. Saad Hussain Fathallah Al-Ibrahem	Iraq
M. Abdelfattah Amor	Tunisie
M ^{me} Christine Chanet	France
M. Cornelis Flinterman	Pays-Bas
M. Yuji Iwasawa	Japon
M. Cheikh Saad-Bouh Kamara	Mauritanie
M ^{me} Helen Keller	Suisse
M. Melhem Khalaf	Liban
M ^{me} Zonke Zanele Majodina	Afrique du Sud
M. Ould Babah Mohamdy	Mauritanie
M ^{me} Iulia Antoanella Motoc	Roumanie
M. Mohamed Saad Ali Muhayam	Yémen
M. Gerald L. Neuman	États-Unis d'Amérique
M. Lucien Rakotoniaina	Madagascar
M. Trilochan Upreti	Népal
M. Konstantine Vardzelashvili	Géorgie
M ^{me} Margo Waterval	Suriname

Annexe II

Liste des neuf membres dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2010

Nom du candidat	Présenté par
M. Abdelfattah Amor	Tunisie
M. Prafullachandra N. Bhagwati	Inde
M ^{me} Christine Chanet	France
M. Yuji Iwasawa	Japon
M ^{me} Helen Keller	Suisse
M ^{me} Zonke Zanele Majodina	Afrique du Sud
M ^{me} Iulia Antoanella Motoc	Roumanie
M. José Luis Pérez Sanchez-Cerro	Pérou
M ^{me} Ruth Wedgwood	États-Unis d'Amérique

Annexe III**Liste des neuf membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2012**

Nom du candidat	Présenté par
M. Lazhari Bouzi	Algérie
M. Mahjoub El Haiba	Maroc
M. Ahmed Amin Fathalla	Égypte
M. Rajsoomer Lallah	Maurice
M. Michael O'Flaherty	Irlande
M. Rafael Rivas Posada	Colombie
Sir Nigel Rodley	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Fabian Omar Salvioli	Argentine
M. Krister Thelin	Suède

Annexe IV

Curriculum vitae des candidats*

Ghaleb Saeed Al-Adoofi (Yémen)

Date et lieu de naissance: 12 mai 1949, Taïz (Yémen)

Langues de travail: arabe, anglais

Situation/fonction actuelle

Ambassadeur à la retraite

Cabinet privé d'études et de consultations juridiques spécialisé dans les questions de droit commercial et de droit de la propriété intellectuelle

Membre du Conseil d'administration du Croissant-Rouge yéménite et conseiller en droit international humanitaire

Principales activités professionnelles

Droit international, en particulier:

Droit des droits de l'homme

Droit international humanitaire

Droit international et lutte contre le terrorisme

Arrangements relatifs aux réfugiés

Lutte contre le blanchiment d'argent

Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et Convention de Vienne sur les relations consulaires

Convention de 1982 sur le droit de la mer – Négociations concernant les frontières

Toutes questions relatives au droit et à la réglementation diplomatiques et consulaires au Yémen

Diplômes et qualifications

Diplôme de droit, Université de Bagdad, Iraq

Diplôme de droit international, Université de New York, États-Unis d'Amérique

Diplôme de droit international humanitaire, 2009, Université Saint Stephen, Budapest, Hongrie

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Activités en réponse aux menaces exercées par certaines factions islamiques radicales et extrémistes contre les Juifs yéménites des provinces de Saada et d'Amran, à la suite d'une

* Les curriculum vitae complets des candidats présentés par l'État partie sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à l'adresse: www.2ohchr.org/english/bodies/hrc/elections29th.htm.

demande du Rapporteur spécial pour les droits de l'homme (Genève) adressée à S. E. le
Ministre des affaires étrangères en 2007

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

s.o.

Saad Hussain Fathallah Al-Ibrahem (Iraq)

Date et lieu de naissance: 8 février 1958, Babylone (Iraq)

Langues de travail: arabe, anglais

Situation/fonction actuelle

Doyen de l'Institut national iraquien des droits de l'homme

Directeur général de la Division des études et de la recherche du Ministère iraquien des droits de l'homme

Membre de l'Organisation nationale iraquienne des droits de l'homme (ONG)

Membre de l'Union iraquienne des juristes

Chargé de cours à l'Université de Bagdad

Principales activités professionnelles

Expert auprès du comité des droits de l'homme de la Ligue arabe

Président du comité iraquien pour l'Examen périodique universel

Président du comité iraquien pour le Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Président du comité iraquien pour le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Président du comité iraquien pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Président du comité iraquien pour la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Président du comité iraquien pour la lutte contre la traite des êtres humains

Président du comité iraquien chargé du plan national pour les droits de l'homme

Président du comité iraquien pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme

Membre du comité iraquien auprès de la Commission nationale iraquienne pour l'éducation, la culture et la science

Membre du comité iraquien pour la Convention relative aux droits de l'enfant

Diplômes et qualifications

Diplôme «Droits de l'homme et égalité», Université de Lund, Suède, 2006

Doctorat (Ph. D.) en économétrie, Université Al-Mustansiriyah, Iraq, 1993

Maîtrise (M. Sc.) d'économie du travail, Université Al-Mustansiriyah, Iraq, 1986

Licence (B. Sc.) d'économie, Université de Bagdad, Iraq, 1981

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Représentant de l'Iraq à de nombreuses sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève

Représentant de l'Iraq à la Conférence de la Ligue arabe sur la traite des êtres humains

Supervision de cours de formation relatifs aux organes conventionnels en Iraq

Supervision de la campagne nationale iraquienne de sensibilisation à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Direction de plusieurs thèses de maîtrise et de doctorat sur les droits de l'homme en Iraq

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

«Challenges for Human Rights in Iraq»

«The Situation of the Right to Education in Iraq»

«Women's Political Contribution in Iraq»

«The reality of the marshes and the environmental situation in Iraq»

«Children's rights in Iraq after 2003»

Abdelfattah Amor (Tunisie)

Date et lieu de naissance: 4 avril 1943, Ksar Hellal (Tunisie)

Langues de travail: français, arabe

Situation/fonction actuelle

Professeur émérite à la faculté des sciences juridiques de Tunis; Président de l'Académie internationale de droit constitutionnel; membre (et ancien Président) du Comité des droits de l'homme; Directeur du Recueil des cours de l'Académie internationale de droit constitutionnel; membre du comité de rédaction de la Revue arabe des droits de l'homme

Principales activités professionnelles

Cours de droits de l'homme et de libertés politiques, de droit international et de relations internationales, de droit constitutionnel et de sciences politiques. Recherches dans les mêmes spécialités attestées par plusieurs ouvrages et plus de 100 articles de recherche. En tant que Rapporteur de la Commission des droits de l'homme: auteur de 37 rapports et plusieurs études. En tant que membre du Comité des droits de l'homme: 16 opinions individuelles et plusieurs articles sur divers aspects de l'activité du Comité

Diplômes et qualifications

Doctorat en droit public suivi de l'agrégation et du professorat en droit public et sciences politiques. D.E.S. de droit public. D.E.S. de sciences politiques. Licence en droit. Diplôme de l'École nationale d'administration. Baccalauréat en philosophie

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Plusieurs conférences et recherches chaque année sur divers aspects de l'activité du Comité des droits de l'homme

Ancien Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la liberté de religion ou de conviction (1993-2004)

Président du Jury de l'UNESCO pour les droits de l'homme (2000-2008)

Membre du Bureau des droits fondamentaux de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) (1993-2003)

Organisateur de la première Conférence des doyens des facultés de droit arabes sur l'enseignement des droits de l'homme

Organisateur et Président de la Conférence consultative des Nations Unies sur l'éducation et la tolérance (Madrid, 2001)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

Le procès pénal équitable

Observations sur l'idée de création d'un organe conventionnel unique

Considérations sur le paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte

Une lacune du Protocole facultatif: le délai de présentation des communications individuelles

Interrogations sur la liberté de religion ou de conviction aujourd'hui

Christine Chanet (France)

Magistrate (France)

Langues de travail: français, anglais

Fonctions nationales

Conseiller à la Cour de cassation – Présidente et doyenne de section à la chambre criminelle

Présidente de la Commission de réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme

Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme

Officier de l'Ordre national du mérite

Officier de la Légion d'honneur

Fonctions en rapport avec la candidature

Membre du Comité contre la torture

Présidente du Comité des droits de l'homme des Nations Unies en 1997-1998 puis en 2005-2006

Représentante personnelle du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme chargée d'examiner la situation des droits de l'homme à Cuba

Membre du groupe de travail pour l'application des Principes de Bangalore sur l'indépendance de la justice

Carrière

Auditeur de justice à l'École nationale de la magistrature (1968-1970)

Magistrate à l'administration centrale du Ministère de la justice (1970-1974)

Conseillère technique puis chargée de mission au Secrétariat d'État à la condition féminine (1974-1976)

Chargée de mission au Secrétariat d'État à la culture (1976-1977)

Chargée de mission à la Direction des affaires juridiques au Ministère des relations extérieures (1981-1983)

Chef du Département des droits de l'homme et des affaires civiles et pénales internationales du Ministère des affaires étrangères (depuis 1983)

Membre du Comité des droits de l'homme des Nations Unies (1987)

Conseillère technique au Cabinet de Pierre Arpaillange, Garde des sceaux, Ministre de la justice (1988)

Avocate générale à la cour d'appel de Paris (1992-1996)

Diplômes et qualifications

Licence de droit

Diplôme d'études supérieures de droit

Diplôme d'études supérieures de sciences criminelles

Lauréate de la faculté de droit de Paris

Publications récentes

La peine de mort au regard du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,
Mélanges Cohen-Jonathan

Les libertés d'opinion et d'expression devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU.
Revue des avocats aux conseils – Dalloz 2006

«La destruction des droits» article 30 ou la Déclaration universelle des droits de l'homme,
Le Monde 2008 – édition Folio

Les influences croisées des juridictions internationales et des juridictions nationales,
Université Laval (Québec), Les cahiers du droit 2010

Cornelis Flinterman (Pays-Bas)

Date et lieu de naissance: 3 novembre 1944, La Haye (Pays-Bas)

Langues de travail: anglais, français

Situation/fonction actuelle

Professeur émérite chargé de cours sur les droits de l'homme, Université d'Utrecht, Pays-Bas

Professeur honoraire chargé de cours sur les droits de l'homme, Université de Maastricht, Pays-Bas

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Membre du Comité des droits de l'homme du Conseil consultatif sur les affaires internationales (Pays-Bas)

Membre du Conseil d'administration du Comité néerlandais d'Helsinki

Principales activités professionnelles

Chargé de cours et maître de conférences en droit comparé et en droit constitutionnel, Université de Leyde, 1969-1970, 1971-1974, 1976-1978

Chargé de cours invité en droit (droit comparé et droit constitutionnel), Université du Ghana, 1974-1976

Chargé de recherche à la Commission ghanéenne de réforme du droit, 1974-1976

Ministère des affaires étrangères, Division des affaires juridiques et sociales, La Haye, 1979-1981

Professeur de droit (droit international et droit constitutionnel), Université de Maastricht, 1982-1998

Professeur chargé de cours sur les droits de l'homme et Directeur de l'Institut néerlandais des droits de l'homme (SIM) et de l'École néerlandaise d'étude des droits de l'homme, 1998-2007

Diplômes et qualifications

Maîtrise (LL. M.) de droit, Université de Leyde, Pays-Bas (1969)

Maîtrise (LL. M.) de droit, Université de Virginie, États-Unis d'Amérique (1971)

Expert invité, faculté de droit de l'Université Yale, États-Unis d'Amérique (1973)

Doctorat (Ph. D.), Université de Leyde, Pays-Bas (1981)

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Membre du Conseil consultatif de la Fondation néerlandaise des professionnels de la santé et des droits de l'homme

Membre du Conseil d'administration d'African Legal Aid (AFLA), Maastricht, Pays-Bas

Membre du Conseil de rédaction du rapport trimestriel néerlandais sur les droits de l'homme

Membre du Conseil consultatif du Human Rights Quarterly (États-Unis d'Amérique)

Membre du Conseil consultatif de la Revue de droit européen et de droit comparé (Maastricht)

Membre du Conseil consultatif de la Revue africaine des droits de l'homme

Activités passées

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'ONU (1986-1991)

Président du Comité consultatif néerlandais pour les droits de l'homme et la politique étrangère, devenu le Comité des droits de l'homme du Conseil consultatif des affaires internationales des Pays-Bas (1992-2002)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

Publication sur le droit constitutionnel et le droit administratif comparé, le droit international, le droit des organisations internationales et le droit national, européen et international relatif aux droits de l'homme: H. B. Schoepp-Schilling et C. Flinterman, (dir. pub.), *The Circle of Empowerment. Twenty-five Years of the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women* (New York, 2007)

Baehr, P. R., Senders M. et Flinterman, C., (dir. pub.), *Innovation and Inspiration. Fifty Years of the Universal Declaration of Human Rights*, Amsterdam, 1999

Yuji Iwasawa (Japon)

Date et lieu de naissance: 4 juin 1954, Tokyo (Japon)

Langues de travail: japonais, anglais, français, allemand, chinois

Situation/fonction actuelle

Président du Comité des droits de l'homme

Professeur de droit international, faculté de droit de l'Université de Tokyo

Vice-Président du Tribunal administratif de la Banque asiatique de développement

Président du Comité exécutif de l'Association de droit international, 2014, Kyoto

Rédacteur en chef de la collection «International Law from Japanese Perspectives» (Nijhoff)

Principales activités professionnelles

Membre du Comité des droits de l'homme depuis 2007

Professeur de droit international, faculté de droit de l'Université de Tokyo, depuis 2005

Rapporteur au Comité du droit international des droits de l'homme, Association de droit international, 1995-2004; a présenté des rapports aux conférences biennales de l'Association, en 1996 à Helsinki, en 1998 à Taipei, en 2000 à Londres, en 2002 à New Delhi et en 2004 à Berlin

Membre (nommé par le Gouvernement) de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies de 2002 à 2004

Chargé de cours à l'Académie de droit international de La Haye, 2002

Membre du Groupe d'experts permanent au titre de l'Accord de l'OMC sur les subventions, 2003-2008

Expert invité, Lauterpacht Research Centre for International Law, Cambridge, 1991-1993, 1997, 2000-2001

Expert invité dans le cadre du programme de bourses «Overseas», Churchill College, Cambridge, 2000-2001

Arbitre au Tribunal arbitral du sport, Lausanne, 1997-2006

Conseiller pour l'examen des demandes de statut de réfugié auprès du Ministre japonais de la justice, 2005-2007

Diplômes et qualifications

1984-1986: Doctorat en sciences juridiques (S. J. D.), faculté de droit de l'Université de Virginie

1977-1978: Maîtrise de droit (LL. M.), Harvard Law School

1973-1977: Licence de droit (LL. B.), faculté de droit de l'Université de Tokyo

1983, 1990, 1990: Session d'été, Académie de droit international de La Haye

1983: Session d'étude, Institut international des droits de l'homme (Strasbourg)

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Membre du Comité du droit international des droits de l'homme de l'Association de droit international depuis 1995; a participé à des conférences du Comité en 1999 à Bellagio, en 2003 à Turku et en 2006 à Maastricht

Membre du Conseil exécutif de la Société japonaise de droit international des droits de l'homme depuis 2003

A donné des conférences sur le droit international des droits de l'homme à des magistrats japonais à Tokyo, de 2005 à 2008

A donné des conférences sur le droit international des droits de l'homme à l'Asia-America Institute of Transnational Law, Hong Kong, en 1996

A fait un exposé à une conférence internationale sur l'application du droit international des droits de l'homme par les juridictions internes à Sienna, en 1993

A fait un exposé à une conférence internationale sur l'avenir du système des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme à Cambridge, en 1997

A participé à la réunion d'un groupe d'experts des Nations Unies sur l'incapacité, à Berkeley, en 1998

Conseiller universitaire auprès du membre japonais de la Commission du droit international à Genève, en 1997

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

International Law, Human Rights, and Japanese Law: The Impact of International Law on Japanese Law (Oxford, O.U.P. 1998)

Domestic applicability of treaties: what are «self-executing» treaties? (Tokyo, 1985)

Lectures on International Law (coédition, Tokyo, 2004)

«Dispute Settlement in the WTO» (Tokyo, 1995)

«Trilateral Perspectives on International Legal Issues: Conflict and Coherence» (coédition, Washington, D.C.: Am. Soc'y Int'l L., 2003)

Cheikh Saad Bouh Kamara (Mauritanie)

Date et lieu de naissance: 30 mai 1944, F'Dérick (Mauritanie)

Langues de travail: français, anglais, allemand

Situation/fonction actuelle

Professeur honoraire de sociologie des universités, expert, consultant international

Principales activités professionnelles

Enseignements en sociologie et en droits humains; consultation en éducation citoyenne et en organisation de la société civile en Mauritanie et dans l'ouest africain

Diplômes et qualifications

Doctorat en sociologie de l'Université Paul Valéry de Montpellier (France), octobre 1976
Intitulé de la thèse: «Les travailleurs mauritaniens en France»

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Ex-Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de Mauritanie: avril à juin 2009

Ex-membre puis Président (1993-2007) du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Ex-membre de la CENI de Mauritanie (2005-2007): Président de la commission chargée de la communication et de l'éducation citoyenne

Ex-Président et membre fondateur de l'Association mauritanienne des droits humains (1991-2003)

Ex-Vice-Président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH): 2001-2004

Membre du Conseil d'administration de l'Open Society for Initiative for West Africa (OSIWA) depuis 2007

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

2009: Livre blanc de la décentralisation en Mauritanie

2008: Éducation citoyenne

Formes traditionnelles de solidarité sociale en Mauritanie

2007: Médias et société civile

Perception publique du Parlement en Mauritanie

Helen Keller (Suisse)

Date et lieu de naissance: 1^{er} juin 1964, Zurich (Suisse)

Expérience professionnelle

Janvier-juin 2010: Experte invitée au Centre for Advanced Studies, Oslo, Norvège

Depuis janvier 2010: Conseillère au cabinet juridique «Lindt» (www.lindtlaw.ch), Zurich (Suisse)

Janvier-août 2009: Chercheuse invitée à la Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg (France)

Depuis juillet 2008: Membre du Comité des droits de l'homme (organe de suivi de l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)

2005-2008: Gestion d'un projet de recherche consacré à l'application de la Convention européenne des droits de l'homme en Europe («Reception of the ECHR in Europe»)

Depuis 2004: Professeur (ordinaire) de droit constitutionnel, de droit européen et de droit public international à l'Université de Zurich (Suisse)
(<http://www.rwi.uzh.ch/lehreforschung/alphabetisch/keller.html>)

2002: Habilitation, Université de Zurich, titre de privat-docent

Depuis 2001: Professeur (ordinaire) de droit constitutionnel, de droit européen et de droit public international à l'Université de Lucerne (Suisse) (www.unilu.ch)

2001: Chercheuse invitée à l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg, Allemagne

1996-2003: Gestion d'un projet de recherche sur le droit suisse de la protection de l'environnement («Commentary to Swiss Environmental Protection Law»)

1996-2009: Conseillère au cabinet juridique «Umbricht», Zurich

1996: Chargée de recherche à l'Institut universitaire européen, Florence, Italie, sous la direction du Professeur Renaud Dehousse

1995: Chargée de recherche à la faculté de droit de l'Université Harvard, Cambridge, Massachusetts (États-Unis d'Amérique), sous la direction des professeurs Joseph H. H. Weiler et Anne-Marie Slaughter

1994: Mastère en droit européen, Bruges, Belgique

1994: Lauréate du «Walther-Hug-Preis», qui récompense les meilleures thèses de doctorat en droit public de Suisse

1993: Doctorat, Université de Zurich

1989: Licence de droit

1983-1989: Études à la faculté de droit de l'Université de Zurich (Suisse)

Melhem Khalaf (Liban)

Date et lieu de naissance: 20 janvier 1962, Beyrouth (Liban)

Langues de travail: arabe, français et de manière subsidiaire anglais

Situation/fonction actuelle

Cabinet d'avocats: avocat au barreau de Beyrouth

Enseignant de droit dans diverses facultés (faculté de droit et de sciences politiques),
Université Saint-Joseph de Beyrouth

Membre de l'actuelle Commission de modernisation des lois auprès du Ministère de la justice

Membre de plusieurs autres commissions juridiques auprès des ministères de l'intérieur et des affaires sociales (droit de l'enfant, droit des prisons...)

Principales activités professionnelles

Exercice de la profession d'avocat: traitement de dossiers judiciaires devant les tribunaux, conseil juridique, étude de projet de lois

Enseignement universitaire: direction de travaux universitaires, membre de jury de thèses

Expertise juridique

Diplômes et qualifications

Doctorat en droit, Université de Montpellier I (France)

D.E.A. en informatique juridique et droit de l'informatique, Université de Montpellier I (France)

Maîtrise en droit, faculté de droit de l'Université Saint-Joseph, Beyrouth (Liban)

Collège Notre-Dame de Jamhour (pères jésuites), Beyrouth (Liban)

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Fondateur de l'association «OffreJoie» (au Liban et en France)

Membre fondateur de l'initiative islamo-chrétienne: «Autour de Marie», initiative reconnue par le Gouvernement libanais en décrétant le 25 mars – fête de l'Annonciation – comme une fête islamo-chrétienne, jour férié au Liban

Membre de Human Rights Watch au Liban

Participation à divers programmes de jeunes au sein d'EUROMED

Initiateur de multiples initiatives de paix

Prière commune entre les représentants de toutes les communautés religieuses du Liban

Marches pour la paix en pleine crise politique

Collectif de la société civile «Notre unité est notre salut»

Colonies de vacances pour les enfants de villages ou de régions en conflit

Chantiers internationaux de reconstruction

Ancien responsable national du Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ)

Ancien secouriste bénévole à la Croix-Rouge libanaise

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

Cours relatif aux droits humains et au droit humanitaire

Évaluation de l'arsenal juridique libanais relatif aux droits de l'enfant

Vivre ensemble: apport des associations civiles – la gestion de la diversité religieuse (Liban-Québec)

La décentralisation et le danger d'un retour à la féodalité locale (Notre Dame University)

Débat réflexif pour ramener le dialogue à l'Université: culture citoyenne (Université St-Esprit de Kaslik)

Zonke Zanele Majodina (Afrique du Sud)

Date et lieu de naissance: 13 septembre 1944, Le Cap (Afrique du Sud)

Langue de travail: anglais

Situation/fonction actuelle

Chargée de recherche à l' Africa Institute of South Africa, Pretoria (Afrique du Sud)

Principales activités professionnelles

Membre du processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations, Pays-Bas

Membre du Conseil d'administration de l'Institut sud-africain des droits de l'homme

Membre du Conseil d'administration du Centre sud-africain d'études politiques

Diplômes et qualifications

Licence de psychologie avec mention (B. Sc. Hons.), Université d'Afrique du Sud

Maîtrise (M. Ph.) de psychologie clinique, Université de Londres

Doctorat (Ph. D.) de psychologie clinique, Université du Cap

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Membre de l'organisation «Women for a better World», Espagne

Conseillère dans le domaine des droits de l'homme auprès des femmes issues de la diaspora congolaise en Afrique du Sud

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

A South African perspective on the Right to Equality, *Journal of the South African Human Rights Commission*, vol. 1, (2008)

The Long Road Ahead, Hans Boehl, Le Cap (2009)

Ould Babah Mohamdy (Mauritanie)

Date et lieu de naissance: 1953, R'Kiz (Mauritanie)

Langues de travail: arabe, français, anglais

Situation/fonction actuelle

Avocat à la Cour suprême de Mauritanie depuis 1989

Militant des droits de l'homme, Secrétaire général de la Ligue mauritanienne des droits de l'homme

Principales activités professionnelles

Avocat: Je défends les dossiers qui me sont confiés et qui ont trait aux violations des droits humains, plus particulièrement les franges les plus vulnérables de la société (mineurs, femmes, personnes vivant avec un handicap, enfants en conflit avec la loi)

Études

Étude sur les droits de la femme dans la Constitution mauritanienne

Étude sur les libertés syndicales en Mauritanie

Étude sur les conditions du procès équitable

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Secrétaire général de la Ligue mauritanienne des droits de l'homme

Membre de l'Ordre national des avocats de Mauritanie, chargé des droits de l'homme

Consultant en droits de l'homme auprès de la Commission nationale des droits de l'homme de Mauritanie

Ancien consultant auprès du Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion

Présence dans les procès en Mauritanie depuis 1987

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

Exposé sur l'indépendance de l'avocat dans l'exercice de sa fonction

Iulia Antoanella Motoc (Roumanie)

Date et lieu de naissance: 20 août 1967, Timisoara (Roumanie)

Langues de travail: français, roumain (langue maternelle), anglais, espagnol, russe, italien, allemand

Situation/fonction actuelle

Juge à la Cour constitutionnelle de Roumanie

Professeur de droit international à l'Université de Bucarest

Directrice du Mastère européen dans le domaine des droits de l'homme, Venise

Membre du Comité des droits de l'homme des Nations Unies

Membre du Bureau du Comité des droits de l'homme des Nations Unies

Avocate au barreau de Bucarest – poste réservé

Principales activités professionnelles

Juge au Tribunal de Bucarest (1990-1996)

Membre et membre suppléant de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, Nations Unies (1996-2007)

Présidente de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, Nations Unies (2000-2001)

Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (2001-2004)

Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits de l'homme et le génome humain (2003-2007)

Présidente du Groupe de travail sur l'administration de la justice, Nations Unies (2002-2007)

Membre du Groupe de travail sur les populations autochtones, Nations Unies (2000-2004)

Membre du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage, Nations Unies (1999-2000, 2003)

Membre du Forum social, Nations Unies (2005)

Membre du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (1998-2004, et depuis 2008)

Diplômes et qualifications

Doctorat de philosophie (morale), Université de Bucarest, faculté de philosophie

Habilitation en droit, Université Paris XI, faculté «Jean Monnet»

Doctorat de droit international public, Université Aix-Marseille III, faculté de droit (mention très bien avec les félicitations du jury)

Licence de droit, Université de Bucarest, faculté de droit (9,91/10)

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme

Directrice du Mastère européen «Droits de l'homme et démocratisation» (EMA) pour la Roumanie, Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation, Venise

Comité de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (1998-2004, et depuis 2008)

Membre du conseil de rédaction du *East European and Russian Yearbook of International and Comparative Law* et membre du conseil scientifique de l'Annuaire de la Convention européenne des droits de l'homme

Membre de la Commission internationale de juristes

Présidente de l'Association pour le prix Femmes d'Europe, Roumanie (2000-2002)

Membre de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (depuis 2008)

Maître de recherche dans le cadre du programme de bourses Schell à la faculté de droit de l'Université Yale (2004-2007)

Professeur invité à l'Institut universitaire européen, Florence (2006), Académie de droit européen

Doyenne adjointe, département de sciences politiques, Université de Bucarest, 1998

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

«The International Law of Genetic Discrimination» in T. Murphy (dir. pub.) *New Technologies and Human Rights*, Oxford University Press, 2009

«Conceptions of pluralism and international law» in Jouannet E., Fabri H. R., Tomkiewitz V.

À quoi ça sert le droit international, Proceedings of the European Society of International Law (ESIL) Hart, Oxford, 2008

Plaidoyer pour les droits de l'homme, Centre des droits de l'homme, Université Panthéon-Assas Paris II, Université de Bucarest, 2008

Women's rights as human rights from universal to regional, essays in honor of Justice Bhagwati, (dir. pub.), Université de Bucarest, EMA Venise, Afras Academy (Inde)

Mohamed Saad Ali Muhayam (Yémen)

Date et lieu de naissance: 13 juillet 1949

Langues de travail: arabe, français, anglais

Situation/fonction actuelle

Directeur général de la recherche et de la planification politique, Ministère des affaires étrangères, Sanaa (Yémen)

Principales activités professionnelles

Relations et politique internationales, droit comparé, recherche et études, activités en rapport avec la politique étrangère du Yémen

Diplômes et qualifications

Doctorat de droit international, Université de Paris (Panthéon-Sorbonne), France (1988)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

«International Convention on the Prohibition of Anti-Personnel Mines» (2000 Pol. Aff. Mag./Yémen)

«Foreign Policy Making» (séminaire de 2005 – Ministère des affaires étrangères)

«International in a changing world» (*Atthawabet Magazine* 2009)

Israeli War against Gaza (2009 – *Algaish Magazine*)

Gerald L. Neuman (États-Unis d'Amérique)

Date et lieu de naissance: 22 mai 1952, Mineola, État de New York

Langues de travail: anglais, allemand et français; aptitude à lire l'espagnol et connaissance élémentaire du russe

Situation/fonction actuelle

Titulaire de la chaire J. Sinclair Armstrong de droit international, droit étranger et droit comparé à la faculté de droit de Harvard (enseignement et recherche dans les domaines des droits de l'homme, du droit constitutionnel des États-Unis, du droit constitutionnel comparé et du droit de l'immigration et de la nationalité)

Principales activités professionnelles

Chercheur à l'American Academy of Arts and Sciences

Membre de l'American Society of International Law (membre du comité exécutif de 2001 à 2003)

Fonctions d'enseignement à l'étranger

Université Albert-Ludwigs, Fribourg-en-Brisgau (2010, 2007)

Université Paris II (Panthéon-Assas) (2009)

Université de Tokyo (2000, 1996)

Université de Leyde (1996, 1994, 1992)

Programme de sensibilisation dans le domaine des droits de l'homme, Budapest (1993)

Université Johann Wolfgang Goethe, Francfort-sur-le-Main (1989)

Postes universitaires précédents

Faculté de droit de l'Université Columbia (1992-2006)

Faculté de droit de l'Université de Pennsylvanie (1984-1992)

Diplômes et qualifications

Doctorat (J. D.), faculté de droit de Harvard (1980)

Doctorat (Ph. D.) de mathématiques, Massachusetts Institute of Technology (1977)

Licence (A. B.), Harvard College (1973)

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Rédige régulièrement des mémoires d'*amicus curiae* dans des affaires d'atteintes aux droits de l'homme aux États-Unis, dont quelques exemples sont énumérés ci-après:

Boumediene c. Bush (S. Ct. 2008) (objet: droits des détenus de Guantánamo)

Rasul c. Bush (S. Ct. 2004) (objet: droits des détenus de Guantánamo)

INS v. St. Cyr (S. Ct. 2001) (objet: *habeas corpus* et procédure d'expulsion)

Alvarez-Machain v. United States (9th Cir.1996) (objet: sévices commis en dehors du territoire national)

Sale v. Haitian Centers Council (S. Ct. 1993) (objet: renvoi de réfugiés interceptés en haute mer)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

Ouvrages

Human Rights (recueil de jurisprudence) (en collaboration avec Louis Henkin et consorts) (1999), réédité en 2009

Strangers to the Constitution: Immigrants, Borders, and Fundamental Law (1996)

Articles

Understanding Global Due Process, 23 *Geo. Immigr. L.J.* 365-401 (2009)

Habeas Corpus Suspension Clause after Boumediene v. Bush, 110 *Colum. L. Rev.* 537 (2010)

The External Reception of Inter-American Human Rights Law (à paraître dans la Revue québécoise de droit international)

Lucien Rakotoniaina (Madagascar)

Date et lieu de naissance: 29 septembre 1949, Antananarivo (Madagascar)

Langue de travail: français

Situation/fonction actuelle

Magistrat, Directeur des droits humains et des relations internationales auprès du Ministère de la justice

Président du Comité interministériel de rédaction des rapports des droits de l'homme

Directeur national de projet d'appui à la promotion et la protection des droits de l'homme à Madagascar, projet appuyé par le PNUD

Principales activités professionnelles

Participer à l'élaboration des politiques de promotion et de protection des droits de l'homme

Engager les processus de ratification des traités de droits de l'homme et les démarches de leur incorporation en droit interne ainsi que leur application au niveau des tribunaux

Développer la coopération avec les organisations nationales et internationales œuvrant dans la promotion et la protection des droits de l'homme

Enseignant en droit pénal à l'Université catholique de Madagascar

Formateur en droit pénal à l'École nationale de la magistrature à Madagascar

Diplômes et qualifications

1979-1980: Diplôme d'études judiciaires (major de promotion avec mention assez bien)

1980: Diplôme de maîtrise en droit public et sciences politiques

1980: Major de promotion lors de l'entrée dans la magistrature. Formation des formateurs auprès de l'École nationale de la magistrature (France). Certificats délivrés par USF Spécial Floride États-Unis sur le crime transnational organisé et par «International Legal Studies USA» sur la justice militaire et le droit de la mer

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Initiateur, fondateur et responsable de suivi des maisons de protection des droits de l'homme en faveur des pauvres victimes de violation des droits de l'homme

Superviseur des études en vue de combattre les pratiques ancestrales néfastes à l'encontre des femmes et des enfants

Concepteur et réalisateur de films de sensibilisation sur la lutte contre la torture, la détention arbitraire, les violences à l'égard des femmes et la traite des femmes

Rédacteur de rapports nationaux des droits de l'homme, membre de la délégation de Madagascar lors de l'examen des rapports sur les deux pactes (CERD, CEDEF et EPU)

Membre de la troïka lors de l'examen des rapports du Bénin, du Maroc, du Burkina Faso, de Bahreïn et de l'Égypte dans le cadre du mécanisme de l'EPU

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

Guide en langue nationale à l'intention des responsables de l'application des lois sur le respect des normes universelles en matière de lutte contre la torture, de l'arrestation et de la détention arbitraire, des restrictions du recours à l'usage d'arme à feu

Films de sensibilisation sur la traite des personnes, sur les violences conjugales, sur la corruption et les droits de l'homme

Trilochan Upreti (Népal)

Date et lieu de naissance: 5 mars 1959, Terrathum (Népal)

Langue de travail: anglais

Situation/fonction actuelle

Secrétaire du Cabinet du Premier Ministre et du Conseil des ministres du Gouvernement népalais. Fonctions principales:

Assure la liaison avec le bureau du Haut-Commissariat pour les réfugiés au Népal, la Commission népalaise des droits de l'homme, la société civile et d'autres parties prenantes

Coordonne des travaux dans le domaine des droits de l'homme pour le Gouvernement

Rédige des rapports sur la situation des droits de l'homme à l'intention des organes conventionnels

Élabore des stratégies, des lois et des programmes de formation dans le domaine des droits de l'homme et en surveille l'application

Principales activités professionnelles

Participe à l'élaboration des politiques dans les domaines, entre autres, de l'application des lois, du droit international humanitaire et des droits de l'homme

Met en œuvre le plan d'action du Gouvernement, qui a déclaré 2010 année de la lutte contre la violence à l'égard des femmes

Assure le respect des instruments nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme afin de garantir la protection et la promotion des droits fondamentaux du peuple népalais et l'exercice de ces droits

Coordonne les mesures visant à améliorer la formation aux normes relatives aux droits de l'homme en les incorporant aux programmes de formation de la police, de l'armée et des organes administratifs du Népal

Est chargé de l'examen des exactions et des violations des droits de l'homme commises pendant le conflit qui a opposé onze ans durant le Gouvernement et le Parti maoïste, en application de l'accord de paix global et de la Constitution provisoire, grâce à la promulgation du projet de loi Vérité et Réconciliation et du projet de loi sur les disparitions et à la constitution de commissions spéciales

Sa mission consiste à assurer la mise en œuvre et le respect des normes nationales et internationales relatives aux droits de l'homme, à détecter les violations et à adresser des recommandations au Cabinet en vue de l'ouverture de poursuites en cas de violations imputées aux organes administratifs et aux forces de sécurité

Diplômes et qualifications

Licence (LL. B.) et maîtrise (M. A.) de droit à l'Université de Tribhuvan, maîtrise (LL. M.) de droit public international à l'Université de Hull (Royaume-Uni) et doctorat (Ph. D.) à l'Université de Reading (Royaume-Uni)

A exercé en tant que procureur dans six districts et en tant que conseiller juridique dans différents ministères; a travaillé avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à la rédaction d'instruments juridiques ainsi que dans des domaines relatifs aux droits de l'homme pendant sept mois

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Supervise l'établissement des rapports périodiques, tient des consultations publiques avec les parties intéressées, met à jour les rapports avant de les soumettre au Cabinet pour approbation et de les envoyer aux organes conventionnels concernés, et présente les rapports au nom du Gouvernement

Coordonne actuellement les travaux préparatoires à l'établissement du rapport périodique destiné au Comité des droits économiques, sociaux et culturels; aide les ministères concernés à élaborer les rapports devant être soumis au Comité des droits de l'homme, au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et au Comité des droits de l'enfant; prépare le rapport national pour l'Examen périodique universel; étudie les observations finales et les recommandations des organes conventionnels aux fins de l'établissement des rapports; préside les réunions du comité de rédaction des rapports; organise des séminaires régionaux pour recueillir les observations et les suggestions de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme, des ministères et des autres parties intéressées

Fait des recommandations en tant que de besoin au Gouvernement afin qu'il élabore des lois, des politiques et des programmes pour mettre en œuvre les dispositions des instruments relatifs aux droits de l'homme

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

International Watercourses Law and its Application in South Asia (Pairavi Publication, Katmandou, 2006)

Transitional Justice and Human Rights: Truth and Reconciliation Commission for Revealing the Truth (coauteur) (Katmandou, mai 2007)

Right to Self Determination in International Law, Pairavi Book Publishers (Katmandou, 2009)

Nepal at Crossroads (analyse du conflit, de la situation des droits de l'homme et du processus de paix au Népal) (Sajha Pub, Katmandou, 2010)

«Equitable Utilization of International Watercourses: Bilateral and Multilateral Perspectives» (dans *International Watercourses Law of 21st Century*, Surya P. Subedi (dir. pub.), (Ashgate, Royaume-Uni, 2005)

Konstantine Vardzelashvili (Géorgie)

Date et lieu de naissance: 26 juillet 1972

Langues de travail: géorgien (langue maternelle), anglais, russe

Situation/fonction actuelle

Depuis octobre 2006, juge et Vice-Président de la Cour constitutionnelle de Géorgie

Principales fonctions

En tant que Président de la première chambre de la Cour constitutionnelle, préside les audiences

Supervise les recherches, l'analyse et l'élaboration de stratégies en vue de la réforme des procédures judiciaires

Coordonne les relations internationales et les activités de sensibilisation du grand public

Principales activités professionnelles

2009 – Nommé juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme

Depuis 2007 – Membre suppléant de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)

2004-2006 – Vice-Ministre de la justice de Géorgie. A notamment supervisé la mise en place du système d'aide juridictionnelle en Géorgie et des dispositifs de protection des données personnelles, et a travaillé sur les questions de nationalité et de migration

Diplômes et qualifications

2002 – Diplôme de droit de l'École de droit de Tbilissi (Géorgie)

1997 – Doctorat (programme de recherche) (Ph. D.), faculté de sciences sociales de l'Université d'Édimbourg, département d'histoire économique et sociale, Édimbourg (Royaume-Uni)

1995 – Mastère (M. A.) d'histoire moderne, Université d'Europe centrale, département d'histoire, Budapest (Hongrie)

1994 – Université de Tbilissi, département d'histoire (Géorgie)

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Depuis avril 2010 – Directeur du Centre d'étude du droit constitutionnel à l'Université d'Ilia (Géorgie): supervise les recherches sur la justice constitutionnelle, la réforme du droit, l'évolution de la société et la transformation démocratique

2008-2010 – A mis au point et dispensé des cours de formation de courte durée dans les domaines de la procédure pénale et constitutionnelle, des libertés d'expression et de religion et des droits de propriété

2004-2006 – En tant que Vice-Ministre, a élaboré des lois, notamment sur les organisations à but non lucratif et la restitution de biens et les mesures de réparation en faveur des victimes du conflit dans l'ancienne région autonome de l'Ossétie du Sud; a fait partie d'un groupe de travail sur la loi relative au rapatriement des personnes expulsées du territoire de la République socialiste soviétique de Géorgie dans les années 1940

2001-2004 – Directeur de projets dans les domaines de l'enseignement du droit et des droits de l'homme, de l'éducation des électeurs, de la réforme de la procédure pénale et du

régime des poursuites en Géorgie, British Council (Géorgie); a proposé des modifications de la loi tendant à renforcer les droits de la défense dans les procédures pénales

2002-2003 – Membre de l'équipe spéciale chargée de la loi sur les communications et la radiodiffusion chargée d'élaborer une stratégie et un cadre législatif en vue de la création d'un service public de radiodiffusion en Géorgie

2000-2002 – Membre de la commission indépendante de contrôle chargée de surveiller la situation des droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires, de formuler des recommandations et d'adresser des requêtes au Ministère de la justice de Géorgie

2000-2001 – Membre du groupe de réflexion de l'Agence d'aide à la réforme, vaste projet mis en œuvre par la Fondation géorgienne Open Society en coopération avec le Research Triangle Institute (États-Unis d'Amérique) à l'appui de la réforme de l'éducation en Géorgie

2001 – Membre du Liberty Institute, ONG géorgienne chargée de surveiller et de signaler les violations des droits de l'homme, en particulier de la liberté d'expression et de la liberté de religion

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

Coauteur et coordonnateur d'un ouvrage d'introduction à la Constitution (Guide to Constitution), qui paraîtra en 2010

Responsable de l'édition géorgienne, en 2009, de *Human Rights in Criminal Proceedings* de Stefan Trechsel, ouvrage initialement publié en 2005 par l'Oxford University Press Inc.

Membre du conseil de rédaction de l'ouvrage *Constitutions of the Foreign States* (2006)

Directeur de la publication *Human Rights: Freedom of Expression Manual* (2003)

Non-Orthodox Christian Sects – Trail of Christian Evangelists (Media Caucasia, 1999)

Margo Waterval (Suriname)

Date et lieu de naissance: 18 mars 1948, Paramaribo (Suriname)

Langues de travail: néerlandais, anglais

Situation/fonction actuelle

Chargée de cours à l'Université Anton de Kom du Suriname

Chargée de cours de droit des droits de l'homme, de droit international humanitaire et de droit diplomatique et consulaire. Participation, au nom de l'Université, à la Commission nationale pour l'élimination du travail des enfants. Conseillère auprès du Conseil de l'Université sur les questions relatives aux droits de l'homme et aux examens. Présidente par intérim de l'Institut des droits de l'enfant. Présidente d'une ONG qui travaille avec les communautés autochtones et les Marrons

Principales activités professionnelles

Conférences à l'Université Anton de Kom du Suriname et, en qualité de consultante, rédaction et présentation de rapports de pays au Comité des droits de l'homme à New York et à Genève (Suisse)

Conseillère du Gouvernement pour les dossiers concernant les droits de l'homme et participation, avec d'autres juristes, au suivi des affaires d'atteintes aux droits de l'homme portées devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme à Washington D.C. et devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme à San José (Costa Rica)

Préparation d'étudiants de l'université en vue de leur participation aux épreuves de simulation de procès à La Haye (European International Model United Nations-TEIMUN), Washington D.C. (système interaméricain des droits de l'homme), en Trinité-et-Tobago (devant la Cour de justice des Caraïbes (CCJ)) et actuellement pour le concours mondial de simulation de procès dans le domaine des droits de l'homme qui aura lieu en Afrique du Sud

Diplômes et qualifications

A débuté dans l'enseignement élémentaire, puis a enseigné l'anglais et le néerlandais dans le secondaire pendant plus de vingt-cinq ans. A obtenu un diplôme de droit à l'Université Anton de Kom du Suriname en 1998 puis en 2001 à la Law School of the American University, Washington D.C., dans le cadre du programme international d'études de droit. A suivi une formation dans les domaines du droit des droits de l'homme et du droit humanitaire à San José (Costa Rica), en Trinité-et-Tobago et à la Barbade

Autres activités majeures en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Participe aux travaux préparatoires à l'établissement et à la présentation du rapport du Suriname aux fins de l'Examen périodique universel (Genève, Suisse). En qualité de Présidente du Conseil d'administration de l'ONG Amazon Conservation Team-Suriname, participe, en collaboration avec le Gouvernement, à l'établissement de la cartographie des zones occupées par les peuples autochtones et les Marrons en application des arrêts Samaaka Lo et Moiwana de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. En juillet 2010, assurera, en collaboration avec un juge, la formation d'avocats candidats à la magistrature dans les domaines du droit des droits de l'homme, à la Fondation de coopération juridique entre le Suriname et les Pays-Bas

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine

The role of NGOs in defending human rights (2005)

The principle of complementarity of the Rome Statute (ICC) (2007)

Relation of arts. 28, 32 and 37 of the Convention on the Rights of the Child with regard to the homicide in Nickerie (2008)

Human rights in Suriname (2010)
